

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1589

[C - 99/27432]

**21 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978
de réorientation économique**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment les articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 § 4, insérés par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 26 octobre 1998;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donnée le 21 mai 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en date du 3 février 1999, en application de l'article 93, § 1^{er} du Traité instituant la Communauté européenne, la Commission a arrêté une proposition de mesures utiles visant le présent régime, que cette proposition a été officiellement notifiée par la Commission en date du 9 mars 1999 et que cette proposition stipule, d'une part, que la Commission devra être informée dans un délai de 20 jours ouvrables des décisions prises pour intégrer les mesures utiles et, d'autre part, que le régime intégrant les mesures utiles devra entrer en vigueur pour le 1^{er} juin 1999;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la « loi », la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;

2° le « Ministre », le Ministre qui a les PME dans ses attributions;

3° l'« administration », la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la région wallonne;

4° l'« entreprise », toute personne physique ou toute personne morale constituée sous la forme de société commerciale et qui est une petite ou une moyenne entreprise conformément aux critères définis à l'article 2;

5° le « programme d'investissements », un ensemble d'opérations et de dépenses réalisé par une entreprise dans un siège d'exploitation situé en région wallonne et devant nécessairement figurer à l'actif du bilan sous la rubrique « immobilisés »;

6° la « prime », la prime à l'investissement visée à l'article 32.4 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique inséré par le décret du 25 juin 1992;

7° le « début du programme d'investissements », la date de la première facture;

8° la « fin du programme d'investissements », la date de la dernière acquisition ou dépense interne dont la réalisation est effective et est comptabilisée en immobilisations corporelles ou incorporelles;

9° l'« emploi », le personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail inscrit à l'Office national de Sécurité sociale, calculé en équivalent temps plein, affecté à un siège d'exploitation situé en région wallonne;

10° la « petite entreprise de type familial », l'entreprise dont l'emploi est inférieur à 21 travailleurs et qui est dirigée par une ou plusieurs personnes physiques qui possèdent plus de 75 % du capital;

11° la « première installation », la situation d'une part, d'une personne physique qui n'a pas dépassé l'âge de 35 ans au moment de l'introduction du dossier et dont l'inscription, à titre principal, à l'INASTI ne remonte pas à plus de vingt-quatre mois à la date de l'introduction du dossier, et d'autre part, d'une société dont le capital est détenu nominativement à concurrence de 75 % minimum par une ou plusieurs personnes physiques qui répondent aux conditions visées ci-dessus et pour autant qu'une de ces personnes exerce la gestion journalière de la société;

12° le « code NACE », le code relatif à la nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne tel que défini par le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil relatif à la classification statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission;

13° la « zone de développement », une des zones de développement définies en application de l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. § 1^{er}. Pour bénéficier de la prime, l'entreprise doit avoir au moins un siège d'exploitation situé en région wallonne et être une petite ou moyenne entreprise conformément aux critères ci-après.

La petite entreprise est celle :

1° dont l'effectif d'emploi est inférieur à 50 travailleurs;

2° et dont

a) soit, le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 7 millions d'euros,

b) soit, le total du bilan annuel n'excède pas 5 millions d'euros;

3° et qui respecte le critère de l'indépendance tel qu'il est défini au paragraphe 2.

La moyenne entreprise est celle :

1° dont l'effectif d'emploi est inférieur à 250 travailleurs;

2° et dont

a) soit, le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'euros,

b) soit, le total du bilan annuel n'excède pas 27 millions d'euros;

3° et qui respecte le critère de l'indépendance tel qu'il est défini au § 2.

§ 2. Est considérée comme indépendante, l'entreprise qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas à la définition de la petite entreprise ou de la moyenne entreprise.

Ce seuil peut être dépassé dans deux cas :

1° si l'entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

2° s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que l'entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas à la définition de la petite entreprise ou de la moyenne entreprise selon le cas.

§ 3. Le calcul des seuils d'effectifs et financiers s'opère par l'addition des données de l'entreprise et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote.

§ 4. Peut également bénéficier de la prime, un siège d'exploitation, une division ou une association de fait qui réalise un programme d'investissements en région wallonne.

Art. 3. Il faut entendre par activités exclues en vertu du § 2, alinéa 2, de l'article 32.2 de la loi :

1° au point 1 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 65.00 à 70.32 du code NACE;

2° au point 2 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 10.20 à 12.00 et 23.30 ainsi que les classes 40.10 à 41.00 du code NACE;

3° au point 3 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 80.10 à 80.42 du code NACE, ainsi que la délivrance de cours de formation ou l'organisation de séminaires;

4° au point 4 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 85.11 à 85.32 du code NACE, ainsi que les laboratoires d'analyses médicales, les maisons de repos ou homes pour personnes âgées et les professions de type paramédical telles que assistance en pharmacie, audiologie, diététique, ergothérapie, imagerie médicale, kinésithérapie et physiothérapie, logopédie, orthèse, bandage et prothèse, optométrie et optique, orthoptie, podologie, et prothèse dentaire;

5° au point 5 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 92.00 à 92.72 du code NACE, à l'exception des hôtels, des parcs d'attractions, des villages de vacances et des exploitations de curiosités touristiques;

6° au point 6 de cet alinéa, les professions libérales ou associations formées par ces personnes qui n'ont pas de rapport direct avec l'activité économique de la petite ou moyenne entreprise.

Art. 4. Sont par ailleurs exclues du bénéfice des aides prévues aux articles 32.4 à 32.8 de la loi, les activités de services aux particuliers telles que :

1° les activités d'intermédiaires du commerce de gros reprises dans les classes 51.11 à 51.19 du code NACE ainsi que le commerce de détail repris dans les classes 50.10 à 50.50 et 52.11 à 52.74 du code NACE, à l'exception de concessions et garages de matériel de transport ou de véhicules d'exploitation ainsi que des investissements affectés aux activités de production et de transformation;

2° le secteur de la grande distribution à l'exception des centres de distribution;

3° les réviseurs d'entreprises, les experts comptables et les comptables ainsi que les associations formées par ces personnes, en tant que profession libérale ayant un rapport direct avec l'activité économique de la petite ou moyenne entreprise;

4° les campings, restaurants, débits de boissons, les cantines, repris dans les classes 55.21 à 55.52 du code NACE;

5° la location de biens mobiliers reprise dans les classes 71.10 à 71.40 du code NACE;

6° les entreprises d'exploitation de parkings;

7° les agences de voyage reprises à la classe 63.30 du code NACE;

8° le transport de passagers, régulier ou non, repris dans les classes 60.10 à 60.23 du code NACE, à l'exception du transport aérien;

9° les services aux particuliers repris dans les classes 93.01 à 93.05 du code NACE;

10° les services personnels et domestiques ainsi que les garderies d'enfants, les pensions pour animaux et tout ce qui a trait aux animaux de compagnie.

Art. 5. § 1^{er}. Pour la petite entreprise de type familial, le seuil d'investissements admissibles est de 1,750 million de francs et celui-ci est ramené à 1,250 million de francs lorsque le programme d'investissements est réalisé par une entreprise répondant aux critères de première installation visés à l'article 1^{er}, 11°.

Pour l'entreprise dont l'effectif d'emploi se situe entre 21 et moins de 50 personnes ainsi que l'entreprise dont l'effectif d'emploi est inférieur à 21 personnes et qui ne peut être qualifiée d'entreprise de type familial, le seuil d'investissements admissibles est de 5 millions de francs.

Pour l'entreprise dont l'effectif d'emploi se situe entre 50 et moins de 100 personnes, le seuil d'investissements admissibles est de 10 millions de francs.

Pour l'entreprise dont l'effectif d'emploi se situe entre 100 et moins de 150 personnes, le seuil d'investissements admissibles est de 15 millions de francs.

Pour l'entreprise dont l'effectif d'emploi se situe entre 150 et moins de 250 personnes, le seuil d'investissements admissibles est de 20 millions de francs.

§ 2. Pour être admis, le programme d'investissements doit en outre correspondre à un montant au moins égal à la moyenne des amortissements, éventuellement recalculés sur le mode linéaire au taux normal, des trois exercices comptables précédant l'introduction du dossier ou l'autorisation de débiter le programme d'investissements.

Cette règle ne s'applique pas pour l'entreprise qui est constituée depuis moins de trois ans ainsi que pour la petite entreprise de type familial.

Le calcul de la moyenne des amortissements peut, le cas échéant, être établi sur base des seuls amortissements réalisés par le siège d'exploitation ou la division concernée par le programme d'investissements.

CHAPITRE III. — *Investissements admissibles*

Art. 6. § 1^{er}. Peut bénéficier d'une prime, l'entreprise qui réalise des investissements en terrains et bâtiments, en matériels acquis à l'état neuf et en immatériels.

Les frais accessoires relatifs à un investissement matériel suivent le traitement de l'investissement matériel, à l'exception des frais d'établissement repris à la classe 20 du plan comptable minimum normalisé, qui ne sont pas pris en considération.

Les investissements en matériel de production doivent être situés en région wallonne, à l'exception du matériel de chantier.

Les investissements immatériels admissibles sont limités à l'acquisition de licences et de brevets, ainsi qu'au dépôt et au maintien de ceux-ci.

§ 2. Ne sont pas pris en considération, les investissements suivants :

1° le know-how, la marque, le stock, le goodwill, la clientèle, l'enseigne, le pas-de-porte, la reprise de bail, l'acquisition de participations;

2° le matériel ou mobilier d'occasion;

3° le matériel reconditionné;

4° le matériel ou mobilier d'exposition et de démonstration;

5° le matériel de transport dont la charge utile est égale ou inférieure à 3,5 tonnes;

6° le matériel de transport de l'entreprise qui relève d'un des secteurs repris dans les classes 60.10 à 62.30 du code NACE;

7° les avions, les aéronefs et les hélicoptères;

8° les terrains et bâtiments acquis d'un administrateur ou d'une personne juridique faisant partie du même groupe que l'entreprise;

9° les emballages consignés;

10° les pièces de rechange;

11° les conciergeries;

12° les villas-témoins;

13° les investissements destinés à la location, à l'exception de ceux utilisés dans le cadre de l'activité reprise à la classe 45.50 du code NACE;

14° les investissements en matériel ou mobilier de remplacement, à savoir ceux se substituant en tout ou en partie à des investissements antérieurs.

§ 3. L'entreprise qui acquiert une entreprise dont l'effectif d'emploi est inférieur à 21 personnes peut bénéficier d'une prime lorsque l'acquisition porte sur la cession totale des actifs immobilisés.

Dans ce cas, les investissements admis sont les investissements immobiliers, matériels et immatériels repris à la valeur de cession, ces derniers étant limités aux brevets et licences.

Après cession, le cédant ne peut détenir des parts ou actions dans l'entreprise.

CHAPITRE IV. — *Conditions d'éligibilité de la demande*

Art. 7. § 1^{er}. L'entreprise qui sollicite une prime doit être en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

Dans le cas où l'entreprise ne respecte pas les prescriptions environnementales, une notification lui est adressée l'enjoignant à se conformer, dans un délai de 12 mois courant à partir de celle-ci, aux normes exigées en la matière.

L'entreprise doit en outre respecter l'ensemble des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels reprises dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

§ 2. Un minimum de 25 % du financement du programme d'investissements doit être assuré par l'entreprise sans faire l'objet d'une intervention publique ayant un caractère d'aide au sens de l'article 92, § 1^{er}, du Traité instituant la Communauté européenne ou de l'article 4, c, du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

§ 3. A l'exception de la petite entreprise de type familial et de l'entreprise constituée depuis moins de trois ans, pour bénéficier de la prime, l'entreprise ne peut présenter :

1° une perte d'exploitation excédant le montant des amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles, au cours des deux exercices comptables précédant l'introduction du dossier ou l'autorisation de débiter le programme d'investissements;

2° par suite de pertes à la date de clôture de l'exercice comptable précédant l'introduction du dossier ou l'autorisation de débiter le programme d'investissements, un actif net réduit à un montant inférieur aux deux tiers du capital.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, la demande de prime est suspendue jusqu'à ce que l'entreprise produise une nouvelle situation financière portant sur l'exercice comptable subséquent et présentant un bénéfice d'exploitation.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, la demande de prime est suspendue jusqu'à ce que l'entreprise produise une nouvelle situation bilantaire portant sur l'exercice comptable subséquent et présentant un actif net supérieur aux deux tiers du capital.

§ 4. Une décision de suspension est notifiée à l'entreprise dans le cas où celle-ci se trouve dans la situation décrite au § 3, 1° ou 2°.

§ 5. Une décision de refus est notifiée à l'entreprise dans le cas où celle-ci ne répond pas aux conditions visées aux §§ 1^{er}, 2 ou 3.

Art. 8. § 1^{er}. L'entreprise est tenue d'introduire une demande d'autorisation préalable avant de débiter son programme d'investissements.

Le dossier doit être introduit dans un délai de six mois à compter de la date d'autorisation de débiter le programme d'investissements.

Avant toute décision d'octroi, sur demande dûment justifiée de l'entreprise, le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin peut accepter des investissements complémentaires au programme déposé.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin peut, sur demande préalable et dûment justifiée, autoriser une modification du programme d'investissements admis.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'entreprise située hors zone de développement dont l'effectif d'emploi est inférieur à 50 personnes et dont le programme d'investissements ne dépasse pas 50 millions de francs, introduit un dossier auprès de l'administration dans un délai maximal de trois mois à dater du début du programme d'investissements.

Art. 9. Le programme d'investissements doit avoir débuté dans un délai de six mois à dater de l'autorisation de débiter celui-ci ou de l'introduction du dossier auprès de l'administration.

Le programme d'investissements doit être terminé au plus tard quatre ans après la date d'introduction du dossier ou de l'autorisation de débiter le programme d'investissements.

Si le programme d'investissements comporte des investissements immobiliers, les immeubles correspondants doivent être utilisés à des fins professionnelles dans les six mois qui suivent l'achèvement de ceux-ci.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin peut étendre ces délais pour des raisons dûment justifiées.

CHAPITRE V. — Critères d'octroi et niveau de la prime octroyée

Art. 10. § 1^{er}. La prime est calculée dans le respect de l'encadrement communautaire des aides d'Etat aux petites et moyennes entreprises, des lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale et des encadrements communautaires visant certains secteurs d'activités.

§ 2. Pour la petite entreprise de type familial, la prime s'établit comme suit :

	En zone de développement	Hors zone de développement
Aide de base	15 %	15 %
Intérêt de l'activité	0 à 6 %	—

§ 3. Pour l'entreprise dont l'effectif d'emploi se situe entre 21 et moins de 50 personnes, ainsi que pour l'entreprise dont l'effectif d'emploi est inférieur à 21 personnes et qui ne peut être qualifiée de petite entreprise de type familial, la prime s'établit comme suit :

	En zone de développement	Hors zone de développement
Aide de base	11 %	11 %
Création d'emplois	0 à 8 %	0 à 4 %
Intérêt de l'activité	0 à 2 %	—

L'intensité du critère « création d'emplois » est établie en application du tableau suivant :

Création d'emplois	% de prime en zone de développement	% de prime hors zone de développement
De 1 à moins de 2	1	0,5
De 2 à moins de 4	2	1
De 4 à moins de 7	3	1,5
De 7 à moins de 10	4	2
De 10 à moins de 15	5	2,5
De 15 à moins de 20	6	3
De 20 à moins de 25	7	3,5
25 et plus	8	4

Pour l'entreprise qui réduit son effectif d'emploi, où qu'elle se situe, une pénalité lui est appliquée correspondant au coefficient positif prévu en cas de création d'un même nombre d'emplois hors zone de développement.

La prime octroyée en application de ce critère est calculée sur un maximum de 20 millions de francs d'investissements par emploi créé. Cette limitation est également d'application dans le cas où l'entreprise réduit son effectif d'emploi par rapport à l'effectif d'emploi de départ défini à l'article 11.

§ 4. Pour l'entreprise dont l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50 personnes ainsi que pour l'entreprise qui crée un minimum de 50 emplois, la prime s'établit comme suit :

	En zone de développement	Hors zone de développement
Aide de base	10 %	7,5 %
Création d'emplois	0 à 8 %	—
Intérêt de l'activité	0 à 3 %	—

L'entreprise qui se situe hors zone de développement est tenue de maintenir en moyenne son effectif d'emploi de départ défini à l'article 11, durant les seize trimestres qui suivent la fin de son programme d'investissements.

Dans le cas contraire, la prime octroyée est annulée et sujette à remboursement.

Toutefois, le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cette fin peut, dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, maintenir le bénéfice de la prime octroyée au profit de l'entreprise.

L'intensité du critère « création d'emplois » est établie en application du tableau suivant :

(1) (2)	de 3 à 5	de + de 5 à 10	de + de 10 à 15	de + de 15 à 20	de + de 20 à 25	de + de 25 à 30	de + de 30 à 35	de + de 35
De 5 à moins de 10	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4
De 10 à moins de 15	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5
De 15 à moins de 20	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
De 20 à moins de 25	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5
De 25 à moins de 30	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
De 30 à moins de 40	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6	6,5
De 40 à moins de 50	3,5	4	4,5	5	5,5	6	6,5	7
50 et plus	4	4,5	5	5,5	6	6,5	7	8

(1) Augmentation de l'emploi en pourcentage de l'effectif de départ.

(2) Augmentation en unités par rapport à l'effectif de départ.

Pour l'entreprise située en zone de développement qui réduit son effectif d'emploi, une pénalité lui est appliquée correspondant au coefficient positif prévu en application du tableau repris à l'alinéa 5.

La prime octroyée en application du critère « création d'emplois » est calculée sur un maximum de 20 millions de francs d'investissements par emploi créé. Cette limitation s'applique également dans le cas où l'entreprise réduit son effectif d'emploi par rapport à l'effectif d'emploi de départ défini à l'article 11.

En cas de création d'entreprise, l'intensité de la prime octroyée pour le critère "création d'emplois" est de 8 % pour l'entreprise qui se situe en zone de développement.

§ 5. N'est pas considérée comme une création d'entreprise au sens du § 4, alinéa 8, l'opération résultant de changement de statut juridique d'une entreprise existante. Sont notamment visées les opérations de fusion, de scission, d'absorption et de filialisation.

Dans ce cas, pour le calcul de l'accroissement de l'emploi, il n'est pas tenu compte des membres du personnel transférés des entreprises préexistant à l'opération de constitution de la nouvelle entité juridique.

De même, il n'est pas tenu compte des membres du personnel qui étaient occupés antérieurement par une entreprise détenant au moins 25 % du capital ou exerçant un pouvoir de contrôle au sein de l'entreprise sollicitant la prime, ainsi que des membres du personnel transférés d'une entreprise faisant partie du même groupe.

§ 6. Pour l'entreprise qui relève d'un des secteurs repris aux classes 60.10 à 62.30 du code NACE, la prime est limitée à 7,5 % ou à 15 % selon qu'il s'agit d'une moyenne ou d'une petite entreprise.

§ 7. On entend par intérêt de l'activité, les aspects qualitatifs du programme d'investissements, appréciés notamment sous les angles suivants :

1° le secteur dont relève l'activité de l'entreprise, secteur de pointe ou activité considérée comme essentielle pour la région wallonne;

2° le caractère innovant du programme d'investissements;

3° l'effort de l'entreprise dans le domaine de la recherche et développement;

4° l'effort d'adaptation technologique de l'entreprise;

5° l'utilisation de technologies propres.

Le Ministre précise le mode d'appréciation des dossiers en application de ce critère.

§ 8. En fonction de l'intensité capitalistique du programme d'investissements, le Ministre peut limiter en tout ou en partie le montant de la prime octroyée à l'entreprise.

§ 9. Pour l'entreprise située en zone de développement et qui bénéficie d'une aide de plus de 7,5 % en ce qui concerne la moyenne entreprise ou de plus de 15 % en ce qui concerne la petite entreprise, le délai de maintien des investissements visé à l'article 32.14, § 3 de la loi est porté à 5 ans.

§ 10. L'octroi de la prime est matérialisé par une convention conclue avec l'entreprise ou par une décision administrative.

Art. 11. L'effectif d'emploi de départ relatif au critère « création d'emplois », est constitué par l'emploi moyen des quatre trimestres précédant l'autorisation de débiter le programme d'investissements ou l'introduction du dossier.

Toutefois, si l'entreprise est soumise à une exigence d'emploi plus élevée dans le cadre d'un dossier précédent couvrant la même période, c'est ce chiffre d'emploi qui est pris en compte comme effectif de départ.

CHAPITRE VI. — Régime particulier relatif au secteur de la presse d'opinion

Art. 12. L'entreprise de presse d'opinion écrite, qu'elle soit quotidienne ou hebdomadaire, peut bénéficier d'une prime égale à 15 % du montant du programme d'investissements admis.

L'article 10, à l'exception du § 10, et les articles 11, 16, § 2 et 17 ne sont pas applicables.

CHAPITRE VII. — Exonération du précompte immobilier

Art. 13. § 1^{er}. La petite entreprise de type familial peut bénéficier d'une exonération du précompte immobilier d'une durée de 5 ans.

§ 2. L'entreprise dont l'effectif d'emploi est inférieur à 21 personnes et qui n'est pas qualifiée de petite entreprise de type familial ainsi que celle dont l'effectif d'emploi se situe entre 21 et moins de 250 personnes peuvent bénéficier d'une exonération du précompte immobilier :

1° d'une durée de 3 ans dans le cas où l'entreprise réalise un programme d'investissements qui n'entraîne pas de réduction d'emploi;

2° d'une durée de 4 ans dans le cas où l'entreprise réalise un programme d'investissements qui engendre une augmentation de l'effectif d'emploi de 10 à 20 %;

3° d'une durée de 5 ans dans le cas où l'entreprise réalise un programme d'investissements lié à sa création ou lorsque celui-ci engendre une augmentation de l'effectif d'emploi de plus de 20 %.

§ 3. L'exonération du précompte immobilier est accordée pour autant que le seuil minimum d'investissements admissibles visé à l'article 5 soit atteint.

§ 4. En cas d'octroi de l'exonération du précompte immobilier à une entreprise située hors zone de développement, le taux de la prime est limité à 7 % ou à 14,5 % selon qu'il s'agit d'une moyenne ou d'une petite entreprise.

§ 5. En cas d'octroi de l'exonération du précompte immobilier à une entreprise située en zone de développement et qui relève d'un des secteurs repris aux classes 60.10 à 62.30 du code NACE, le taux de la prime est limité à 7 % ou à 14,5 % selon qu'il s'agit d'une moyenne ou d'une petite entreprise.

CHAPITRE VIII. — Liquidation et contrôle

Art. 14. La liquidation de la prime est subordonnée à la demande de liquidation émanant de l'entreprise indiquant l'état d'avancement de la réalisation du programme d'investissements et à la production de la preuve du respect des conditions visées à l'article 7, § 1^{er}.

Sauf cas dûment justifiés, l'entreprise occupant plus de 50 personnes ou dont le programme d'investissements dépasse 50 millions de francs et qui réalise moins de 80 % du programme d'investissements admis dans le délai prévu de commun accord entre la Région et l'entreprise, perd le bénéfice de la prime.

Art. 15. § 1^{er}. Pour un programme d'investissements admissibles de moins de 5 millions de francs ou dont la durée de réalisation n'excède pas un an, la demande de liquidation de la prime ne peut intervenir qu'après réalisation et paiement de la totalité du programme d'investissements.

§ 2. Pour un programme d'investissements admissibles de 5 à 250 millions de francs, l'entreprise peut solliciter, au plus tôt un an à dater du début du programme d'investissements et après réalisation et paiement de 50 % de celui-ci, la liquidation de la moitié de la prime.

La liquidation du solde de la prime ne peut être sollicitée par l'entreprise qu'après réalisation et paiement de la totalité du programme d'investissements.

§ 3. Sauf dispositions conventionnelles particulières, pour un programme d'investissements admissibles supérieurs à 250 millions de francs, l'entreprise peut solliciter la liquidation de la moitié de la prime après réalisation et paiement de 35 % du programme d'investissements.

La liquidation du solde de la prime ne peut être sollicitée par l'entreprise qu'après réalisation et paiement de la totalité du programme d'investissements et au plus tôt deux ans après le début dudit programme.

Art. 16. § 1^{er}. Toute liquidation de la prime est subordonnée au contrôle effectué par l'administration de la réalisation du programme d'investissements. Ce contrôle peut être effectué soit sur base des pièces transmises par l'entreprise, soit sur place.

§ 2. L'administration contrôle le respect de l'objectif en matière d'emplois fixé en application de l'article 10, §§ 2 ou 3.

L'objectif d'emploi visé à l'article 10, § 3 ou en ce qui concerne l'entreprise située en zone de développement visé à l'article 10, § 4, doit être :

1° atteint, durant un trimestre de référence fixé par l'entreprise, au plus tôt le trimestre qui suit l'introduction de son dossier et au plus tard deux ans après la fin du programme d'investissements;

2° maintenu en moyenne durant 16 trimestres, en ce compris le trimestre de référence.

Si cet objectif n'est pas atteint dans les délais impartis, il est procédé au retrait total ou partiel de la prime correspondante.

§ 3. S'il est constaté après contrôle de l'administration que le financement du programme d'investissements n'est pas conforme à l'article 7, § 2, celle-ci annule les aides et fait procéder à leur restitution.

Art. 17. Après liquidation de la totalité de la prime, l'entreprise transmettra trimestriellement à l'administration, les attestations ou déclarations O.N.S.S. complètes des seize trimestres qui suivent la fin de la réalisation du programme d'investissements ou qui suivent la date à laquelle l'objectif d'emploi doit être atteint.

Art. 18. L'administration peut procéder à un contrôle au sein de l'entreprise dès que celle-ci a obtenu une autorisation de débiter le programme d'investissements et jusqu'au moment où ses obligations envers la Région sont échues.

Art. 19. Conformément à l'arrêté royal du 25 septembre 1972 réglementant l'information des conseils d'entreprises en exécution de l'article 37, alinéas 2 et 3 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, la notification de décision ou de la convention précisera les informations à communiquer aux travailleurs.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 20. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution des articles 32.2, 32.4 et 32.7 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993, est abrogé.

Art. 21. Les dossiers qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont été introduits ou ont fait l'objet d'une autorisation de débiter le programme d'investissements dont la période de validité n'est pas expirée, restent soumis à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 précité.

Art. 22. A titre transitoire, durant une période de 3 mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'article 8, § 2, s'applique au dossier introduit par une entreprise située en zone de développement dont l'effectif d'emploi est inférieur à 50 personnes et dont le programme d'investissements ne dépasse pas 50 millions de francs.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le Ministre qui a les PME dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 21 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1589

[C - 99/27432]

21. MAI 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, insbesondere der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 § 4, eingefügt durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

Aufgrund des am 26. Oktober 1998 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region;

Aufgrund der am 21. Mai 1999 gegebenen Zustimmung der Europäischen Kommission;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Kommission am 3. Februar 1999, in Anwendung des Artikels 93, § 1 des Vertrags zur Schaffung der Europäischen Gemeinschaft, einen Vorschlag von nützlichen Maßnahmen bezüglich des jetzigen Systems verabschiedet hat, dass dieser Vorschlag durch die Kommission am 9. März 1999 offiziell notifiziert worden ist und dass dieser Vorschlag einerseits bestimmt, dass die Kommission innerhalb einer Frist von zwanzig Werktagen über die getroffenen Entscheidungen informiert werden muss, damit die nützlichen Maßnahmen integriert werden, und andererseits, dass das System, welches die nützlichen Maßnahmen integriert, am 1. Juni 1999 in Kraft treten muss;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Region beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° "Gesetz": das Gesetz vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist;

2° "Minister": den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die KMB gehören;

3° "Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° "Unternehmen": jegliche natürliche oder juristische Person, die als Handelsgesellschaft gestaltet ist und ein kleines oder mittleres Unternehmen gemäß den in Artikel 2 bestimmten Kriterien darstellt;

5° "Investitionsprogramm": eine Reihe von Geschäften und Aufwendungen, die durch ein Unternehmen in einem Betriebssitz in der Wallonischen Region getätigt werden und die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz unter der Rubrik "Anlagevermögen" angeführt sein müssen;

6° "Prämie": die Investitionsprämie im Sinne von Artikel 32.4 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, eingefügt durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

7° "Beginn des Investitionsprogramms": das Datum der ersten Rechnung;

8° "Ende des Investitionsprogramms": das Datum der letzten Anschaffung oder internen Ausgabe, deren Durchführung effektiv ist, und die als Sachanlage oder immaterieller Anlagewert verbucht ist.

9° "Beschäftigtenzahl": den in Vollzeitseinheiten umgerechneten Personalbestand, dessen Mitglieder in einem Betriebssitz in der Wallonischen Region unter Arbeitsvertrag eingestellt sind und dem L.A.S.S. unterstehen;

10° "kleines Familienunternehmen": das Unternehmen, in dem die Beschäftigtenzahl weniger als 21 Arbeitnehmer beträgt, und das durch eine oder mehrere natürliche Personen, die mehr als 75 % des Kapitals besitzen, geleitet wird;

11° "Ersteinrichtung": einerseits die Lage einer natürlichen Person, die zum Zeitpunkt der Einreichung der Akte das Alter von 35 Jahren nicht überschritten hat und die am Tag der Einreichung der Akte nicht seit mehr als vierundzwanzig Monaten beim L.I.S.V.S. hauptberuflich eingetragen ist, und andererseits die Lage einer Gesellschaft, in der mindestens 75 % des Kapitals namentlich einer oder mehreren natürlichen Personen gehören, die den oben erwähnten Bedingungen genügen, sofern eine dieser Personen die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft übernimmt;

12° "NACE-Verzeichnis": das Verzeichnis in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, so wie es in der Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission festgelegt ist;

13° "Entwicklungsgebiet": eines der Entwicklungsgebiete, die in Anwendung des Artikels 11 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung definiert werden.

KAPITEL II — Anwendungsbereich

Art. 2 - § 1. Um die Prämie in Anspruch zu nehmen, muss das Unternehmen mindestens einen Betriebssitz in der Wallonischen Region besitzen und ein kleines oder mittleres Unternehmen gemäß den nachstehenden Kriterien sein.

Gilt als kleines Unternehmen das Unternehmen,

1° dessen Personalbestand kleiner als 50 Arbeitnehmer ist;

2° und

a) entweder, dessen jährlicher Umsatz 7 Millionen Euro nicht übersteigt,

b) oder, dessen gesamte Jahresbilanz 5 Millionen Euro nicht übersteigt;

3° und das dem in § 2 bestimmten Unabhängigkeitskriterium genügt.

Gilt als mittleres Unternehmen das Unternehmen,

1° dessen Personalbestand kleiner als 250 Arbeitnehmer ist;

2° und

a) entweder, dessen jährlicher Umsatz 40 Millionen Euro nicht übersteigt,

b) oder, dessen gesamte Jahresbilanz 27 Millionen Euro nicht übersteigt;

3° und das dem in § 2 bestimmten Unabhängigkeitskriterium genügt.

§ 2. Gilt als unabhängig das Unternehmen, das nicht zu 25 % oder mehr des Kapitals oder der Stimmrechte im Besitz von einem oder gemeinsam von mehreren Unternehmen ist, die dem Begriff des kleinen oder mittleren Unternehmens nicht entsprechen.

Dieser Schwellenwert kann in zwei Fällen überstiegen werden:

1° wenn das Unternehmen im Besitz von öffentlichen Beteiligungsunternehmen, von Risikokapitalunternehmen oder von institutionellen Anlegern ist, und unter der Bedingung, dass diese allein oder gemeinschaftlich keine Kontrolle über das Unternehmen ausüben;

2° wenn sich aus der Streuung des Kapitals ergibt, dass man unmöglich wissen kann, wer es hält, und wenn das Unternehmen erklärt, dass es mit gutem Recht vermuten kann, dass es nicht zu 25 % oder mehr im Besitz von einem oder gemeinsam von mehreren Unternehmen ist, die dem Begriff des kleinen oder mittleren Unternehmens - je nach Fall - nicht entsprechen.

§ 3. Die Berechnung der Schwellenwerte bezüglich des Personalbestands und der finanziellen Schwellenwerte erfolgt durch die Summierung der Angaben betreffend das Unternehmen und alle Unternehmen, in denen es auf direkte oder indirekte Weise 25 % oder mehr des Kapitals oder der Stimmrechte hält.

§ 4. Ein Betriebssitz, eine Abteilung oder ein Zweckverband, der ein Investierungsprogramm in der Wallonischen Region durchführt, kann ebenfalls die Prämie in Anspruch nehmen.

Art. 3 - Unter aufgrund von Artikel 32.2, Absatz 2, § 2 des Gesetzes ausgeschlossenen Zweigen versteht man:

1° in Nummer 1 dieses Absatzes: die in den Klassen 65.00 bis 70.32 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige;

2° in Nummer 2 dieses Absatzes: die in den Klassen 10.20 bis 12.00 und 23.30 so wie in den Klassen 40.10 bis 41.00 des Nace-Verzeichnisses aufgeführten Zweige;

3° in Nummer 3 dieses Absatzes: die in den Klassen 80.10 bis 80.42 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige sowie die Veranstaltung von Kursen oder das Organisieren von Seminaren;

4° in Nummer 4 dieses Absatzes: die in den Klassen 85.11 bis 85.32 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige sowie die Laboratorien für medizinische Untersuchungen, die Erholungsheime oder Heime für Betagte und die medizinischen Berufe wie die Berufe im Bereich der Apothekehilfe, Audiologie, Ernährungslehre, Ergotherapie, der medizinischen bildgebenden Verfahren, der Heilgymnastik, Physiotherapie, Logopädie, Orthese, der Verbände und Prothesen, Optometrie und Optik, Orthoptik, Fußkunde und der Zahnprothesen;

5° in Nummer 5 dieses Absatzes: die in den Klassen 92.00 bis 92.72 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige mit Ausnahme der Hotels, der Vergnügungsparks, der Feriendörfer und der Betriebe, die touristische Sehenswürdigkeiten betreiben;

6° in Nummer 6 dieses Absatzes: die freien Berufe bzw. Vereinigungen, die diese Personen bilden, die keinen direkten Zusammenhang mit dem Wirtschaftszweig der kleinen oder mittleren Betriebe haben.

Art. 4 - Ferner werden die in den Artikeln 32.4 bis 32.8 des Gesetzes vorgesehenen Beihilfen nicht gewährt für die Dienstleistungen an Privatpersonen wie:

1° die Großhandelsvermittlung erwähnt in den Klassen 51.11 bis 51.19 des NACE-Verzeichnisses sowie den Einzelhandel erwähnt in den Klassen 50.10 bis 50.50 und 52.11 bis 52.74 des NACE-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Vertragshändler und Vertretungen, die im Bereich des Transportmaterials oder der Nutzfahrzeuge tätig sind, sowie der Investitionen in die Produktions- und Verarbeitungszweige;

2° den Zweig der Kaufhäuser und Supermärkte mit Ausnahme der Verteilungszentren;

3° die Betriebsrevisoren, die Buchprüfer und die Buchhalter sowie die durch diese Personen gebildeten Vereinigungen, in ihrer Eigenschaft als freie Berufe in direktem Zusammenhang mit dem Wirtschaftszweig der kleinen oder mittleren Betriebe;

4° die Campingplätze, Restaurants, Schankwirtschaften, Kantinen erwähnt in den Klassen 55.21 bis 55.52 des NACE-Verzeichnisses;

5° die in den Klassen 71.10 bis 71.40 des NACE-Verzeichnisses erwähnte Vermietung von beweglichen Gütern;

6° die Betriebe, die Parkplätze bzw. -häuser betreiben;

7° die in der Klasse 63.30 des NACE-Verzeichnisses erwähnten Reisebüros;

8° die Personenbeförderung im Linienverkehr oder nicht, die in den Klassen 60.10 bis 60.23 des NACE-Verzeichnisses erwähnt ist, mit Ausnahme der Luftfahrt;

9° die Dienstleistungen an Privatpersonen, die in den Klassen 93.01 bis 93.05 des NACE-Verzeichnisses aufgeführt sind;

10° die persönlichen und häuslichen Dienstleistungen sowie die Kindertagesstätten, die Tierheime und alles, was Hobbytiere betrifft.

Art. 5 - § 1. Für das kleine Familienunternehmen beträgt die zulässige Mindestinvestition 1,750 Millionen Franken, diese wird auf 1,250 Millionen herabgesetzt, wenn das Investitionsprogramm von einem Unternehmen ausgeführt wird, das den in Artikel 1, 11° erwähnten Kriterien bezüglich der Ersteinrichtung genügt.

Für das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl zwischen 21 und weniger als 50 Personen steht sowie für das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl kleiner als 21 Personen ist und das nicht als Familienunternehmen gilt, beträgt die zulässige Mindestinvestition 5 Millionen Franken;

Für das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl zwischen 50 und weniger als 100 Personen steht beträgt die zulässige Mindestinvestition 10 Millionen Franken.

Für das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl zwischen 100 und weniger als 150 Personen steht beträgt die zulässige Mindestinvestition 15 Millionen Franken.

Für das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl zwischen 150 und weniger als 250 Personen steht beträgt die zulässige Mindestinvestition 20 Millionen Franken.

§ 2. Um zugelassen zu werden, muss das Investitionsprogramm zusätzlich einen Betrag ausmachen, der mindestens dem Durchschnitt der eventuell zum Normalsatz nach dem linearen Verfahren Neuberechneten Abschreibungen der drei Rechnungsjahre vor der Einreichung der Akte oder vor der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms entspricht.

Diese Bestimmung gilt nicht für das Unternehmen, das seit weniger als drei Jahren besteht sowie für das kleine Familienunternehmen.

Der Durchschnitt der Abschreibungen kann gegebenenfalls auf der Grundlage der einzigen Abschreibungen berechnet werden, die der Betriebssitz bzw. die vom Investitionsprogramm betroffene Abteilung vorgenommen hat.

KAPITEL III — *Zulässige Investitionen*

Art. 6 - § 1. Das Unternehmen, das in Grundstücke und Gebäude, neuwertiges Material und immaterielle Güter investiert, kann eine Prämie in Anspruch nehmen.

Die Nebenkosten in Bezug auf eine materielle Investition werden wie die materielle Investition behandelt; dies gilt nicht für die in Klasse 20 des minimalen normalisierten Buchungsplanes aufgeführten Gründungskosten, die nicht berücksichtigt werden.

Die Investitionen in Produktionsmaterial müssen - mit Ausnahme des Baustellenmaterials - in der Wallonischen Region getätigt werden.

Die zulässigen immateriellen Investitionen sind auf den Erwerb von Lizenzen und Patenten, sowie auf deren Anmeldung und Erhalt beschränkt.

§ 2. Die folgenden Investitionen werden nicht berücksichtigt:

1° das Know-how, die Marke, die Bestände, der Firmenwert, die Kundschaft, das Firmenzeichen, die Abstandszahlung, die Übernahme eines Mietvertrags, der Erwerb von Anteilen;

2° die Gebrauchtbetriebs- oder -geschäftsausstattung;

3° das wiederaufbereitete Material;

4° die Betriebs- oder Geschäftsausstattung für Ausstellungen und Vorführungen;

5° die Transportfahrzeuge mit einer Nutzlast gleich oder unter 3,5 Tonnen;

6° die Transportfahrzeuge des Unternehmens, die einem der in den Klassen 60.10 bis 62.30 des NACE-Verzeichnisses erwähnten Zweige unterstehen;

7° die Flugzeuge, Luftfahrzeuge und Hubschrauber;

8° die Grundstücke und Gebäude, die bei einem Verwalter oder einer juristischen Person, die zur selben Gruppe wie das Unternehmen gehört, gekauft werden;

9° die mit Pfand belegten Verpackungen;

10° die Ersatzteile;

11° die Hausmeisterwohnungen;

12° die Mustervillen;

13° die für die Vermietung bestimmten Investitionen mit Ausnahme derjenigen, die im Rahmen des in der Klasse 45.50 des NACE-Verzeichnisses erwähnten Zweiges benutzt werden;

14° die Investitionen in Ersatzmaterial oder -mobiliar, d. h. die Güter, die vorherige Investitionen völlig oder teilweise ersetzen.

§ 3. Das Unternehmen, das ein Unternehmen aufkauft, dessen Beschäftigtenzahl kleiner als 21 Personen ist, kann eine Prämie in Anspruch nehmen, wenn dieser Ankauf die völlige Übergabe des Anlagevermögens betrifft.

In diesem Fall sind die zulässigen Investitionen die Investitionen in unbewegliche Güter, die materiellen Investitionen und die immateriellen Investitionen in Höhe des Verkaufswertes, wobei letztere auf Patente und Lizenzen beschränkt sind.

Nach der Übergabe darf der Übergabende keine Anteile oder Aktien in dem Unternehmen besitzen.

KAPITEL IV — Bedingungen für die Billigung des Antrags

Art. 7 - § 1. Das Unternehmen, das eine Prämie beantragt, muss den für die Ausübung seiner Tätigkeit geltenden gesetzlichen Bestimmungen sowie den steuerlichen, sozialen und umweltbezogenen Rechtsvorschriften und Regelungen genügen.

Falls das Unternehmen den umweltbezogenen Regelungen nicht genügt, wird ihm ein Bescheid zugestellt, wodurch es aufgefordert wird sich innerhalb von einer zwölfmonatigen Frist ab der Zustellung den diesbezüglichen Normen anzupassen.

Das Unternehmen muss außerdem alle in dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen aufgeführten Bestimmungen in Bezug auf die Buchhaltung und die Jahresabschlüsse einhalten.

§ 2. Mindestens 25 % der Finanzierung des Investitionsprogramms müssen durch das Unternehmen geleistet werden, dies ohne eine öffentliche Beteiligung zu erhalten, die im Sinne des Artikels 92, § 1 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft oder des Artikels 4, c des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft für Stahl und Kohle als Beihilfe gelten könnte.

§ 3. Mit Ausnahme des kleinen Familienunternehmens und des seit weniger als drei Jahren bestehenden Unternehmens, darf das Unternehmen, um die Prämie in Anspruch zu nehmen:

1° keinen Betriebsverlust verzeichnen, der den Betrag der Abschreibungen und Wertverminderungen aufgrund von Gründungskosten, Sach- und immateriellen Anlagen übersteigt, dies während der zwei Rechnungsjahre vor der Einreichung der Akte oder der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms;

2° wegen Verlusten vor dem Tag des Abschlusses des der Einreichung der Akte oder der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms vorangehenden Rechnungsjahres kein auf einen Betrag von weniger als zwei Drittel des Kapitals reduziertes Nettoaktivvermögen aufweisen;

In dem in Absatz 1, 1° erwähnten Fall wird der Antrag auf Prämie vorläufig ausgesetzt, bis das Unternehmen einen neuen finanziellen Ausweis vorlegt, der sich auf das folgende Rechnungsjahr bezieht und einen Betriebsgewinn aufweist.

In dem in Absatz 1, 2° erwähnten Fall wird der Antrag auf Prämie vorläufig ausgesetzt, bis das Unternehmen einen neuen Bilanzausweis vorlegt, der sich auf das folgende Rechnungsjahr bezieht und ein Nettoaktivvermögen aufweist, das höher als zwei Drittel des Kapitals ist.

§ 4. Das Aussetzen des Antrags wird dem Unternehmen mitgeteilt, falls dieses sich in der in § 3, 1° oder 2° beschriebenen Lage befindet.

§ 5. Die Ablehnung des Antrags wird dem Unternehmen mitgeteilt, falls dieses den in § 1, 2 oder 3 erwähnten Bedingungen nicht genügt.

Art. 8 - § 1. Das Unternehmen muss einen vorhergehenden Antrag einreichen, bevor es sein Investitionsprogramm einleitet.

Die Akte muss innerhalb einer sechsmonatigen Frist ab dem Datum der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms eingereicht werden.

Bevor jeglicher Beschluss zur Gewährung einer Prämie gefasst wird, kann der Minister oder der zu diesem Zweck beauftragte Beamte auf einen hinreichend gerechtfertigten Antrag des Unternehmens hin zusätzliche Investitionen zum eingereichten Programm annehmen.

Der Minister oder der zu diesem Zweck beauftragte Beamte kann auf einen vorherigen und hinreichend gerechtfertigten Antrag hin eine Änderung des zugelassenen Investitionsprogramms erlauben.

§ 2. In Abweichung von § 1 reicht das Unternehmen, das außerhalb eines Entwicklungsgebietes liegt, dessen Beschäftigtenzahl kleiner als 50 Personen ist und dessen

Investitionsprogramm 50 Millionen Franken nicht übersteigt, innerhalb einer Frist von maximal drei Monaten ab dem Beginn des Investitionsprogramms eine Akte bei der Verwaltung ein.

Art. 9 - Das Investitionsprogramm muss binnen sechs Monaten nach der Erlaubnis zu seinem Beginn oder nach der Einreichung der Akte bei der Verwaltung begonnen haben.

Das Investitionsprogramm muss spätestens vier Jahre nach dem Tag der Einreichung der Akte oder der Erlaubnis zu Beginn des Investitionsprogramms beendet sein.

Wenn das Investitionsprogramm Investitionen in Immobilien betrifft, müssen die entsprechenden Immobilien zu beruflichen Zwecken innerhalb von sechs Monaten nach deren Fertigstellung benutzt werden.

Der Minister oder der zu diesem Zweck beauftragte Beamte kann diese Fristen aus hinreichend gerechtfertigten Gründen verlängern.

KAPITEL V — Kriterien für die Gewährung und die Höhe der Prämie

Art. 10 - § 1. Die Prämie wird unter Berücksichtigung des gemeinschaftlichen Rahmens bezüglich der staatlichen Beihilfen für die kleinen und mittleren Unternehmen, der Richtlinien über die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung und des gemeinschaftlichen Rahmens bezüglich bestimmter Tätigkeitssektoren berechnet.

§ 2. Für das kleine Familienunternehmen wird die Prämie wie folgt berechnet:

	In einem Entwicklungsgebiet	Außerhalb eines Entwicklungsgebietes
Grundbeihilfe	15 %	15 %
Nutzen der Tätigkeit	0 bis 6 %	—

§ 3. Für das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl zwischen 21 und weniger als 50 Personen liegt sowie für das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl kleiner als 21 Personen ist und das nicht als kleines Familienunternehmen gelten kann, wird die Prämie wie folgt berechnet:

	In einem Entwicklungsgebiet	Außerhalb eines Entwicklungsgebietes
Grundbeilage	11 %	11 %
Schaffung von Arbeitsplätzen	0 bis 8 %	0 bis 4 %
Nutzen der Tätigkeit	0 bis 2 %	—

Die Höhe des Kriteriums "Schaffung von Arbeitsplätzen" wird unter Berücksichtigung der folgenden Tabelle festgelegt:

Schaffung von Arbeitsplätzen	Prämie in % in einem Entwicklungsgebiet	Prämie in % außerhalb eines Entwicklungsgebietes
Von 1 bis weniger als 2	1	0,5
Von 2 bis weniger als 4	2	1
Von 4 bis weniger als 7	3	1,5
Von 7 bis weniger als 10	4	2
Von 10 bis weniger als 15	5	2,5
Von 15 bis weniger als 20	6	3
Von 20 bis weniger als 25	7	3,5
25 und mehr	8	4

Das Unternehmen, das seine Beschäftigtenzahl reduziert, wo auch immer es liegt, wird bestraft, indem es dem positiven Koeffizienten unterzogen wird, der im Falle der Schaffung einer gleichen Anzahl Arbeitsstellen außerhalb eines Entwicklungsgebiets vorgesehen ist.

Die gemäß diesem Kriterium gewährte Prämie wird aufgrund einer Investition von maximal 20 Millionen Franken pro geschaffenen Arbeitsplatz berechnet. Diese Begrenzung gilt auch, falls das Unternehmen seine Beschäftigtenzahl gegenüber der in Artikel 11 definierten Ausgangsbeschäftigtenanzahl reduziert.

§ 4. Für das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl gleich oder höher als 50 Personen ist sowie für das Unternehmen, das wenigstens 50 Arbeitsplätze schafft wird die Prämie wie folgt berechnet:

	In einem Entwicklungsgebiet	Außerhalb eines Entwicklungsgebietes
Grundbeilage	10 %	7,5 %
Schaffung von Arbeitsplätzen	0 bis 8 %	—
Nutzen der Tätigkeit	0 bis 3 %	—

Das Unternehmen, das außerhalb eines Entwicklungsgebiets liegt, muss seine in Artikel 11 definierte Ausgangsbeschäftigtenzahl im Durchschnitt einhalten, dies während der sechzehn Semester nach dem Ende seines Investitionsprogramms.

Ist dies nicht der Fall, so wird die gewährte Prämie gestrichen und muss sie zurückerstattet werden.

In Ausnahmefällen, die hinreichend gerechtfertigt werden müssen, kann jedoch der Minister oder der dazu beauftragte Beamte die zugunsten des Unternehmens gewährte Prämie aufrechterhalten.

Die Bedeutung des Kriteriums "Schaffung von Arbeitsplätzen" wird unter Berücksichtigung der folgenden Tabelle festgelegt:

(1) (2)	Von 3 bis 5	Von mehr als 5 bis 10	Von mehr als 10 bis 15	Von mehr als 15 bis 20	Von mehr als 20 bis 25	Von mehr als 25 bis 30	Von mehr als 30 bis 35	Von mehr als 35
Von 5 bis weniger als 10	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4
Von 10 bis weniger als 15	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5
Von 15 bis weniger als 20	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
Von 20 bis weniger als 25	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5

(1) (2)	Von 3 bis 5	Von mehr als 5 bis 10	Von mehr als 10 bis 15	Von mehr als 15 bis 20	Von mehr als 20 bis 25	Von mehr als 25 bis 30	Von mehr als 30 bis 35	Von mehr als 35
Von 5 bis weniger als 10	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4
Von 10 bis weniger als 15	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5
Von 25 bis weniger als 30	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Von 30 bis weniger als 40	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6	6,5
Von 40 bis weniger als 50	3,5	4	4,5	5	5,5	6	6,5	7
50 und mehr	4	4,5	5	5,5	6	6,5	7	8

(1) Zunahme der Beschäftigung in Prozentsatz der Ausgangsbeschäftigtenzahl

(2) Zunahme in Einheiten gegenüber der Ausgangsbeschäftigtenzahl

Das Unternehmen, das in einem Entwicklungsgebiet gelegen ist und das seine Beschäftigtenzahl reduziert, wird bestraft, indem es dem in der in Absatz 5 erwähnten Tabelle positiven Koeffizienten unterzogen wird.

Die gemäß dem Kriterium "Schaffung von Arbeitsplätzen" gewährte Prämie wird aufgrund einer Investition von maximal 20 Millionen Franken pro geschaffenen Arbeitsplatz berechnet. Diese Begrenzung gilt auch, falls das Unternehmen seine Beschäftigtenzahl gegenüber der in Artikel 11 definierten Ausgangsbeschäftigtenanzahl reduziert.

Bei der Errichtung eines Unternehmens beträgt die für das Kriterium "Schaffung von Arbeitsplätzen" gewährte Prämie 8 % für das Unternehmen, das in einem Entwicklungsgebiet gelegen ist.

§ 5. Der Vorgang, der sich aus der Änderung der Rechtsform eines bestehenden Unternehmens ergibt, wird nicht als Errichtung eines Unternehmens im Sinne des § 4, Absatz 8 betrachtet. Dies betrifft insbesondere die Zusammenschlüsse, Spaltungen, Übernahmen von Unternehmen sowie die Bildung von Tochtergesellschaften.

In diesem Fall werden die Beschäftigten, die von den vor der Errichtung des neuen Rechtsgebildes bestehenden Unternehmen übernommen wurden, bei der Berechnung der Zunahme der Arbeitsplätze nicht berücksichtigt.

Ebenso werden die Beschäftigten, die früher in einem Unternehmen beschäftigt waren, das wenigstens 25 % des Kapitals hält oder das innerhalb des die Prämie beantragenden Unternehmens die Kontrolle ausübt, sowie die von einem zur selben Gruppe gehörenden Unternehmen übernommen Beschäftigten nicht berücksichtigt.

§ 6. Für das Unternehmen, das einem der in den Klassen 60.10 bis 62.30 des NACE-Verzeichnisses erwähnten Zweige gehört, wird die Prämie auf 7,5 % bzw. 15 % begrenzt, je nach dem ob es sich um ein mittleres oder kleines Unternehmen handelt.

§ 7. Unter "Bedeutung des Zweiges" versteht man die qualitativen Aspekte des Investitionsprogramms, die insbesondere unter folgenden Gesichtspunkten bewertet werden:

1° der Wirtschaftszweig, in den die Tätigkeit fällt, ist ein Spitzenzweig oder wird für die Wallonische Region als wesentlich betrachtet;

2° der innovative Charakter des Investitionsprogramms;

3° die Bestrebungen des Unternehmens im Bereich der Forschung und der Entwicklung;

4° die Bestrebungen zur technologischen Anpassung des Unternehmens;

5° die Benutzung sauberer Technologien;

Der Minister bestimmt die Art und Weise, wie die Akten in Anwendung dieses Kriteriums bewertet werden.

§ 8. Je nach der Intensität des für das Investitionsprogramm einzusetzenden Kapitals kann der Minister den Betrag der an das Unternehmen gewährten Prämie ganz oder teilweise begrenzen.

§ 9. Für das Unternehmen, das in einem Entwicklungsgebiet gelegen ist und das eine Beihilfe von mehr als 7,5 % im Falle eines mittleren Unternehmens und von mehr als 15 % im Falle eines kleinen Unternehmens bezieht, wird die in Artikel 32.14, § 3 des Gesetzes erwähnte Fortbestandsdauer der Investitionen auf 5 Jahre verlängert.

§ 10. Die Gewährung der Prämie gewinnt Gestalt durch eine mit dem Unternehmen abgeschlossene Vereinbarung oder durch eine Entscheidung der Verwaltung.

Art. 11 - Die Ausgangsbeschäftigtenzahl bezüglich des Kriteriums "Schaffung von Arbeitsplätzen" besteht aus der durchschnittlichen Beschäftigtenzahl der vier Quartale vor der Erlaubnis zum Beginn des Investitionsprogramms oder vor der Einreichung der Akte.

Wenn das Unternehmen jedoch im Rahmen einer vorherigen Akte, die dieselbe Periode deckt, einer höheren Anforderung bezüglich der Beschäftigung unterliegt, wird diese Beschäftigtenzahl als Ausgangszahl berücksichtigt.

KAPITEL VI — Sonderregelung in Bezug auf den Zweig der Meinungspresse

Art. 12 - Die Verlage der parteigebundenen Tages- oder Wochenpresse können eine Beihilfe erhalten, die 15 % des Betrags des zugelassenen Investitionsprogramms entspricht.

Artikel 10, mit Ausnahme des § 10, und die Artikel 11, 16, § 2 und 17 finden keine Anwendung.

KAPITEL VII — Befreiung vom Immobilienvorabzug

Art. 13 - § 1. Das kleine Familienunternehmen kann eine Befreiung des Immobilienvorabzugs für eine Dauer von 5 Jahren in Anspruch nehmen.

§ 2. Das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl kleiner als 21 Personen ist und das nicht als kleines Familienunternehmen gilt, sowie das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl zwischen 21 und weniger als 250 Personen liegt, können vom Immobilienvorabzug befreit werden:

1° für eine Dauer von 3 Jahren, falls das Unternehmen ein Investitionsprogramm ausführt, das keine Reduzierung der Arbeitsplätze bewirkt;

2° für eine Dauer von 4 Jahren, falls das Unternehmen ein Investitionsprogramm ausführt, das eine Zunahme der Beschäftigtenzahl um 10 bis 20 % bewirkt;

3° für eine Dauer von 5 Jahren, falls das Unternehmen ein mit seiner Errichtung verbundenes Investitionsprogramm ausführt oder wenn dieses Programm eine Zunahme der Beschäftigtenzahl um mehr als 20 % bewirkt.

§ 3. Die Befreiung vom Immobilienvorabzug wird gewährt, sofern die in Artikel 5 erwähnte Mindestgrenze bezüglich der zulässigen Investitionen erreicht wird.

§ 4. Falls einem Unternehmen, das außerhalb eines Entwicklungsgebiets gelegen ist, die Befreiung des Immobilienvorabzugs gewährt wird, ist der Prämiensatz auf 7 % bzw. 14,5 % begrenzt, je nach dem ob es sich um ein mittleres oder um ein kleines Unternehmen handelt.

§ 5. Falls die Befreiung des Immobilienvorabzugs einem Unternehmen gewährt wird, das in einem Entwicklungsgebiet gelegen ist und das einem der in den Klassen 60.10 bis 62.30 des NACE-Verzeichnisses erwähnten Zweige gehört, wird der Prämiensatz auf 7 % bzw. 14,5 % begrenzt, je nach dem ob es sich um ein mittleres oder um ein kleines Unternehmen handelt.

KAPITEL VIII — *Auszahlung und Kontrolle*

Art. 14. Die Prämie wird ausgezahlt, nachdem das Unternehmen den Auszahlungsantrag, in dem der erreichte Stand der Ausführung des Investitionsprogramms angegeben ist, gestellt hat und den Nachweis erbracht hat, dass es die in Artikel 7, § 1 erwähnten Bedingungen eingehalten hat.

Außer in hinreichend gerechtfertigten Fällen verliert das Unternehmen, das mehr als 50 Personen beschäftigt oder dessen Investitionsprogramm 50 Millionen Franken übersteigt und das weniger als 80 % des zugelassenen Investitionsprogramms innerhalb der zwischen der Region und dem Unternehmen in gegenseitigem Einvernehmen vorgesehenen Frist ausführt, den Anspruch auf die Prämie.

Art. 15 - § 1. Für ein zulässiges Investitionsprogramm von weniger als 5 Millionen Franken oder mit einer Ausführungsdauer von höchstens einem Jahr darf der Antrag auf Auszahlung der Prämie erst nach Ausführung und Bezahlung des gesamten Investitionsprogramms gestellt werden.

§ 2. Für die zulässigen Investitionsprogramme von 5 bis 250 Millionen Franken kann das Unternehmen frühestens ein Jahr nach dem Beginn des Investitionsprogramms und nach Ausführung und Bezahlung von 50 % des letzteren die Auszahlung der Hälfte der Prämie beantragen.

Die Auszahlung des Restbetrags der Prämie darf das Unternehmen erst beantragen, nachdem das gesamte Investitionsprogramm ausgeführt und bezahlt ist.

§ 3. Sofern es keine anderslautenden Konventionalbestimmungen gibt, kann das Unternehmen für ein zulässiges Investitionsprogramm von mehr als 250 Millionen Franken die Auszahlung der Hälfte der Prämie nach Ausführung und Bezahlung von 35 % des Investitionsprogramms beantragen.

Die Auszahlung des Restbetrags der Prämie darf das Unternehmen erst beantragen, nachdem das gesamte Investitionsprogramm ausgeführt und bezahlt ist, und zwar frühestens zwei Jahre nach Beginn des besagten Programms.

Art. 16 - § 1. Jegliche Auszahlung der Prämie erfolgt erst, nachdem die Verwaltung die Ausführung des Investitionsprogramms kontrolliert hat. Diese Kontrolle kann entweder aufgrund der vom Betrieb übermittelten Belege oder vor Ort vorgenommen werden.

§ 2. Die Verwaltung kontrolliert die Einhaltung der Zielsetzung in Sachen Beschäftigung, die in Anwendung des Artikels 10, §§ 2 oder 3 festgesetzt wird.

Die in Artikel 10, § 3 oder, was das in einem Entwicklungsgebiet gelegene Unternehmen angeht, in Artikel 10, § 4 erwähnte Zielsetzung in Sachen Beschäftigung muss:

1° in einem durch das Unternehmen festgesetzten Referenzquartal, frühestens im Quartal nach der Einreichung seiner Akte und spätestens zwei Jahre nach dem Ende des Investitionsprogramms erreicht werden;

2° im Durchschnitt während 16 Quartalen, in denen das Referenzquartal einbegriffen ist, erhalten bleiben.

Wenn dieses Ziel nicht innerhalb der eingeräumten Frist erreicht wird, wird die entsprechende Beihilfe insgesamt oder teilweise zurückgezogen.

§ 3. Wenn nach der Kontrolle durch die Verwaltung festgestellt wird, dass die Finanzierung des Investitionsprogramms dem Artikel 7, § 2 nicht genügt, streicht die Verwaltung die Beihilfen und leitet ihre Rückerstattung ein.

Art. 17 - Nach der Auszahlung der gesamten Prämie lässt das Unternehmen der Verwaltung quartalsweise die vollständigen LASS-Bescheinigungen oder Erklärungen der sechzehn Quartale zukommen, die der Ausführung des Investitionsprogramms oder die dem Tag folgen, an dem die Bedingung in Bezug auf die Beschäftigtenzahl erfüllt sein muss.

Art. 18 - Die Verwaltung kann eine Kontrolle innerhalb des Unternehmens vornehmen, sobald letzteres erlaubt worden ist das Investitionsprogramm zu beginnen und bis zum Zeitpunkt, wo das Unternehmen keine Verpflichtungen gegenüber der Region mehr hat.

Art. 19 - Gemäß dem Königlichen Erlass vom 25. September 1972 zur Regelung der Information der Betriebsräte in Ausführung von Artikel 37, Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung muss in der Mitteilung des Beschlusses bzw. der Vereinbarung angegeben werden, welche Informationen die Arbeitnehmer erhalten sollen.

KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen*

Art. 20 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4 und 32.7 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993, wird aufgehoben.

Art. 21 - Die Akten, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden sind oder die Gegenstand einer nicht verfallenen Erlaubnis, das Investitionsprogramm zu beginnen, gewesen sind, unterliegen weiter dem vorerwähnten Erlass der Wallonischen Exekutive vom 9. Juli 1992.

Art. 22 - Übergangsweise findet Artikel 8, § 2 während einer Periode von drei Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses Anwendung auf die durch ein in einem Entwicklungsgebiet gelegenes Unternehmen eingereichte Akte, dessen Beschäftigtenzahl kleiner als 50 Personen ist und dessen Investitionsprogramm 50 Millionen Franken nicht übersteigt.

Art. 23 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 24 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die KMB gehören, wird mir der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1589

[C - 99/27432]

21 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14, § 4, er ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest, gegeven op 26 oktober 1998;

Gelet op de goedkeuring van de Europese Commissie, gegeven op 21 mei 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Commissie op 3 februari 1999, overeenkomstig artikel 93, § 1, van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap, een voorstel van nuttige maatregelen betreffende het huidige stelsel gemaakt heeft; dat dit voorstel officieel door de Commissie op 9 maart 1999 bekend werd gemaakt en dat dit voorstel bepaalt dat enerzijds de Commissie ingelicht moet worden binnen een termijn van 20 werkdagen omtrent de genomen beslissingen om de nodige maatregelen te integreren en dat anderzijds het stelsel dat de nuttige maatregelen integreert in werking moet treden vóór 1 juni 1999;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. De "wet", de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

2. De "Minister", de Minister bevoegd voor KMO's;

3. Het "bestuur", het directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4. Het "bedrijf", iedere natuurlijke persoon of elke rechtspersoon samengesteld onder de vorm van een handelsvennootschap en die een klein of middelgroot bedrijf is overeenkomstig de maatstaven bepaald in artikel 2;

5. Het "investeringsprogramma", een geheel van verrichtingen en uitgaven gedaan door een bedrijf waarvan een exploitatiezetel in het Waalse Gewest gevestigd is en dat noodzakelijkerwijze als actief in de balans opgenomen moet worden, onder de rubriek "vastgelegde middelen";

6. De "premie", de investeringspremie bedoeld in artikel 32.4 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, er ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992;

7. Het "begin van het investeringsprogramma", de datum van de eerste factuur;

8. Het "einde van het investeringsprogramma", de datum van de laatste aankoop of inwendige uitgave waarvan de realisatie effectief is en geboekt als vaste of immateriële activa;

9. De "tewerkstelling", het in het kader van een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel dat onderworpen is aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, omgerekend in voltijdse equivalenten en aangesteld bij een exploitatiezetel in het Waalse Gewest;

10. Het "kleine familiaal bedrijf", het bedrijf waar de tewerkstelling minder dan 21 werknemers telt en dat geleid wordt door één of meerdere natuurlijke personen die meer dan 75 % van het kapitaal bezitten;

11. De "eerste vestiging", de situatie van enerzijds een natuurlijke persoon die de leeftijd van 35 jaar niet overschreden heeft op het ogenblik van de indiening van het dossier en wiens inschrijving in hoofdzaak bij het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen niet ouder is dan vierentwintig maanden op de datum van de indiening van het dossier en, anderzijds, een vennootschap waarvan het kapitaal voor ten minste 75 % nominatief in het bezit is van een of meerdere natuurlijke personen die aan de hierboven vermelde voorwaarden beantwoorden en voor zover een van deze personen het dagelijks beheer van de vennootschap waarneemt;

12. De "NACE-code", de code betreffende de nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap zoals bepaald bij de verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie;

13. Het "ontwikkelingsgebied", een van de ontwikkelingsgebieden bepaald overeenkomstig artikel 11 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. § 1. Om recht te hebben op de premie moet het bedrijf ten minste een exploitatiezetel in het Waalse Gewest hebben en een klein of middelgrote onderneming zijn overeenkomstig de hiernavolgende maatstaven.

Het kleine bedrijf is :

1° hetwelk minder dan 50 personen tewerkstelt;

2° en

a) dat ofwel een jaarlijkse omzet heeft die niet hoger is dan 7 miljoen euro,

b) ofwel waarvan het totaal van de jaarlijkse balans niet meer dan 5 miljoen euro bedraagt;

3° en dat aan het criterium "zelfstandigheid" zoals bepaald in paragraaf 2 beantwoordt.

Het middelgroot bedrijf is :

1° hetwelk minder dan 250 personen tewerkstelt;

2° en

a) dat ofwel een jaarlijkse omzet heeft die niet hoger is dan 40 miljoen euro,

b) ofwel waarvan het totaal van de jaarlijkse balans niet meer dan 27 miljoen euro bedraagt;

3° en dat aan het criterium "zelfstandigheid" zoals bepaald in paragraaf 2 beantwoordt.

§ 2. Als zelfstandig wordt het bedrijf beschouwd waarvan 25 % of meer van het kapitaal of van het stemrecht niet in de handen is van één bedrijf of van meerdere bedrijven tegelijk die niet aan de beschrijving van klein bedrijf of van middelgroot bedrijf beantwoorden.

Deze drempel kan overschreden worden in twee gevallen :

1° indien het bedrijf in handen is van openbare bedrijven die handelen voor gemene rekening, van risicodragende kapitaalvennootschappen of van institutionele beleggers en op de voorwaarden dat zij - individueel of samen - geen toezicht op het bedrijf uitoefenen;

2° indien blijkt dat de spreiding van het kapitaal het onmogelijk maakt te weten wie het bezit en dat het bedrijf verklaart dat het rechtmatig kan veronderstellen dat het niet in de handen is ten belope van 25 % of meer van één bedrijf of van meerdere bedrijven tegelijk die, naargelang het geval, niet aan de omschrijving van een klein bedrijf of van een middelgroot bedrijf beantwoorden.

§ 3. De berekening van de drempels van de tewerkstellingsgrootte en van de financiën gebeurt door het optellen van de gegevens van het bedrijf en van alle bedrijven waarvan het rechtstreeks of onrechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of van het stemrecht bezit.

§ 4. Een exploitatiezetel, een afdeling of een feitelijke vereniging die een investeringsprogramma in het Waalse Gewest uitvoeren, kan eveneens recht hebben op de premie.

Art. 3. Onder activiteiten die uitgesloten zijn krachtens § 2, 2de lid van artikel 32.2 van de wet, dient te worden verstaan :

1. In punt 1 van dat lid, de activiteiten vermeld in de klassen 65.00 tot 70.32 van de NACE-code;

2. In punt 2 van dat lid, de activiteiten vermeld in de klassen 10.20 tot 12.00 en 23.30, alsook de klassen 40.10 tot 41.00 van de NACE-code;

3. In punt 3 van dat lid, de activiteiten vermeld in de klassen 80.10 tot 80.42 van de NACE-code, alsook het verlenen van opleidingscursussen of het inrichten van werkcolleges;

4. In punt 4 van dat lid, de activiteiten vermeld in de klassen 85.11 tot 85.32 van de NACE-code, alsook de laboratoria van medische analyse, de rusthuizen of rustoorden voor bejaarden en de paramedische beroepen zoals apothekersassistent, audiologie, diëtetiek, ergotherapie, medische prentenhandel, kinesiterapie en fysiotechniek, logopedie, orthese, bandage en prothese, optometrie en optiek, ortoptie, podologie en tandprothese;

5. In punt 5 van dat lid, de activiteiten vermeld in de klassen 92.00 tot 92.72 van de NACE-code, uitgezonderd de hotels, de pretparken, vakantiedorpen en uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden;

6. In punt 6 van dat lid, de vrije beroepen of de door deze personen opgerichte verenigingen die geen rechtstreeks verband hebben met de economische activiteit van het klein of middelgroot bedrijf.

Art. 4. De activiteiten van dienstverlening aan de particulieren zoals hieronder komen bovendien niet in aanmerking voor de in artikelen 32.4 tot 32.8 van de wet voorziene steun:

1. De activiteiten van handelsbemiddeling vermeld in de klassen 51.11 tot 51.19 alsook de kleinhandel vermeld in klassen 50.10 tot 50.50 en 52.11 tot 52.74 van de NACE-code, uitgezonderd de concessies en garages van vervoermiddelen of van exploitatievoertuigen evenals de investeringen bestemd voor de productie- en verwerkingsactiviteiten;

2. De groothandelssector behalve de distributiecentra;

3. De bedrijfsrevisoren, de accountants en de boekhouders alsook de door deze personen opgerichte vennootschappen onder de vorm van vrij beroep die een rechtstreeks verband hebben met de economische activiteit van het klein of middelgroot bedrijf.

4. De kampeerterreinen, restaurants, drankgelegenheden, kantines opgenomen in klassen 55.21 tot 55.52 van de NACE-code;

5. Het verhuren van roerende goederen opgenomen in klassen 71.10 tot 71.40 van de NACE-code;

6. De parkingsuitbatingsondernemingen;

7. De reisbureaus opgenomen in klasse 63.30 van de NACE-code;

8. Het reizigersvervoer volgens een dienstregeling of niet, opgenomen in klassen 60.10 tot 60.23 van de NACE-code, uitgezonderd het luchtvervoer;

9. De in klassen 93.01 tot 93.05 van de NACE-code opgenomen diensten aan particulieren;

10. De persoonlijke en huishoudelijke diensten, alsook de kleutercrèches, de dierenpensions en al hetgeen betrekking heeft op huisdieren.

Art. 5. § 1. Wat het kleine familiaal bedrijf betreft is de toelaatbare investeringsdrempel gelijk aan 1,750 miljoen frank en wordt hij tot 1,250 miljoen frank teruggebracht indien het investeringsprogramma aan de in artikel 1, 11° bedoelde maatstaven van eerste vestiging beantwoordt.

Wat betreft het bedrijf dat 21 tot 50 personen tewerkstelt, alsook het bedrijf dat minder dan 21 personen tewerkstelt en dat niet als familiaal bedrijf beschouwd kan worden, is de toelaatbare investeringsdrempel gelijk aan 5 miljoen frank.

Wat betreft het bedrijf dat 50 tot 100 personen tewerkstelt is de toelaatbare investeringsdrempel gelijk aan 10 miljoen frank.

Wat betreft het bedrijf dat 100 tot 150 personen tewerkstelt is de toelaatbare investeringsdrempel gelijk aan 15 miljoen frank.

Wat betreft het bedrijf dat 150 tot 250 personen tewerkstelt is de toelaatbare investeringsdrempel gelijk aan 20 miljoen frank.

§ 2. Om in aanmerking te komen moet het investeringsprogramma bovendien overeenstemmen met een bedrag dat ten minste gelijk is aan het gemiddelde van de afschrijvingen, eventueel opnieuw lineair tegen een normale rentevoet berekend, van de drie boekhoudjaren die de indiening van het dossier of de machtiging tot het starten van het investeringsprogramma voorafgaan.

Deze regel geldt niet voor het bedrijf dat sinds minder dan drie jaar opgericht is, alsook voor het kleine familiaal bedrijf.

De berekening van het gemiddelde van de afschrijvingen kan in voorkomend geval gedaan worden enkel op grond van de aflossingen verricht door de exploitatiezetel of de door het investeringsprogramma betrokken afdeling.

HOOFDSTUK III. — *Toelaatbare investeringen*

Art. 6. § 1. Het bedrijf dat investeert in terreinen en gebouwen, in nieuw aangeworven materieel en dat in immateriële investeringen doet, kan recht hebben op een premie.

De bijkomende kosten betreffende een materiële investering worden behandeld zoals een materiële investering, uitgezonderd de in klasse 20 van het genormaliseerd minimum boehoudplan opgenomen vestigingskosten, waarmee geen rekening gehouden wordt.

De investeringen in productiematerieel moeten in het Waalse gewest gelegen zijn, met uitzondering van het materieel bestemd voor een werkterrein.

De toelaatbare immateriële investeringen zijn beperkt tot de aanschaffing van vergunningen en brevetten, alsook tot de indiening en het behoud ervan.

§ 2. Er wordt geen rekening gehouden met de volgende investeringen :

1. de know how, het merk, de stock, de goodwill, de cliënteel, het uithangbord, het sleutelgeld, de pachtovername, de aankoop van aandelen;
2. het tweedehands materieel of meubilair;
3. het opgeknapt materieel;
4. het expositie- en demonstratiematerieel of meubilair;
5. de voertuigen waarvan de nuttige last minder dan 3,5 ton bedraagt;
6. de voertuigen van het bedrijf dat ressorteert onder één van de sectoren opgenomen in de klassen 60.10 tot 62.30 van de NACE-code;
7. de vliegtuigen, de luchtvaartuigen en de helikopters;
8. de verwerving van terreinen en gebouwen toebehorend tot een beheerder of een rechtspersoon die deel uitmaakt van dezelfde groep als het bedrijf;
9. de met statiegeld belaste verpakkingen
10. de wisselstukken;
11. de conciërgewoningen;
12. de modelvilla's;
13. de investeringen bestemd voor het verhuren, uitgezonderd dewelke gebruikt worden in het kader van de in klasse 45.50 van de NACE-code opgenomen activiteit;
14. de investeringen in vervangingsmaterieel of -meubilair, met name dewelke vorige investeringen geheel of ten dele vervangen.

§ 3. Het bedrijf dat een bedrijf overneemt waar minder dan 21 personen tewerkgesteld zijn, kan recht hebben op een premie indien de overname betrekking heeft op de volledige overdracht van de vaste activa.

In dat geval zijn de toelaatbare investeringen de onroerende, materiële en immateriële investeringen (beperkt tot de octrooien en de vergunningen) geraamd op basis van de boekwaarde.

Na de overdracht mag de overdrager geen aandelen in het bedrijf bezitten.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden voor het in aanmerking komen van de aanvraag*

Art. 7. § 1. Het bedrijf dat een premie aanvraagt moet in orde zijn met de wettelijke bepalingen die de uitoefening van zijn activiteit regelen, alsook met de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en reglementeringen.

Indien het bedrijf de milieuvoorschriften niet naleeft, wordt het ingelicht dat het zich naar de desbetreffende normen moet schikken binnen een termijn van 12 maanden te rekenen vanaf deze kennisgeving.

Bovendien moet het bedrijf alle maatregelen naleven inzake de boekhouding en de jaarrekeningen vermeld in de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

§ 2. Het bedrijf moet voorzien in minstens 25 % van de financiering van het investeringsprogramma zonder een beroep te doen op een openbare tussenkomst onder de vorm van een steun in de zin van artikel 92, § 1 van het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap, of van artikel 4, c, van het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap van Kolen en Staal.

§ 3. Om recht te hebben op een premie mag het bedrijf, uitgezonderd het kleine familiaal bedrijf en het sinds minder dan drie jaar opgericht bedrijf,

1. geen exploitatieverlies ondergaan hebben, dat hoger is dan het bedrag van de afschrijvingen en waardeverminderingen van de oprichtingskosten en van de materiële en immateriële activa tijdens de twee boekjaren vóór de indiening van het dossier of de machtiging om het investeringsprogramma te starten;

2. geen nettoactief vertonen dat verminderd is tot een bedrag kleiner dan twee derden van het kapitaal ten gevolge van verliezen op de afsluitingsdatum van het boekjaar voorafgaand aan de indiening van het dossier of aan de machtiging om het investeringsprogramma te starten.

In het in artikel 1, 1° bedoelde geval wordt de premieaanvraag geschorst tot wanneer het bedrijf een nieuwe financiële toestand voorlegt m.b.t. het volgend boekjaar met een exploitatiewinst.

In het in artikel 1, 2° bedoelde geval wordt de premieaanvraag geschorst tot wanneer het bedrijf een nieuwe toestand van de balans voorlegt m.b.t. het volgend boekjaar met een nettoactief hoger dan twee derde van het kapitaal.

§ 4. Het bedrijf wordt ingelicht omtrent de beslissing tot schorsing indien het zich in de toestand beschreven in § 3, 1° of 2° bevindt.

§ 5. Het bedrijf wordt ingelicht omtrent de beslissing tot weigering indien het niet aan de in §§ 1, 2 of 3 bedoelde voorwaarden beantwoordt.

Art. 8. § 1. Het bedrijf moet een vergunningsaanvraag indienen vóór het begin van zijn investeringsprogramma.

Het dossier moet worden ingediend binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van de machtiging tot het starten van het investeringsprogramma.

Voorafgaand aan elke vergunningsbeslissing en op behoorlijk gemotiveerd verzoek van het bedrijf kan de Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar aanvullende investeringen op het ingediend programma toestaan.

De Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar kan, op voorafgaand verzoek dat behoorlijk gemotiveerd is, een wijziging van het goedgekeurd investeringsprogramma toestaan.

§ 2. In afwijking van § 1 dient het buiten een ontwikkelingsgebied gelegen bedrijf met minder dan 50 werknemers en waarvan het investeringsprogramma niet meer dan 50 miljoen frank bedraagt een dossier in bij het bestuur binnen een termijn van hoogstens drie maanden te rekenen vanaf het begin van het investeringsprogramma.

Art. 9. Het investeringsprogramma moet starten binnen een termijn van zes maanden vanaf de machtiging om het te starten of vanaf de indiening van het dossier bij het bestuur.

Het investeringsprogramma moet eindigen uiterlijk vier jaar na de datum van indiening van het dossier of van de machtiging om het investeringsprogramma te starten.

Indien het investeringsprogramma investeringen in onroerende goederen bevat moeten de overeenstemmende gebouwen voor beroepsdoeleinden gebruikt worden binnen zes maanden na hun afwerking.

De Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar kan daartoe deze termijnen verlengen wegens behoorlijk gemotiveerde redenen.

HOOFDSTUK V. — Toekenningscriteria en omvang van de toegekende premie

Art. 10. § 1. De premie wordt berekend met inachtneming van de communautaire begeleiding van de staatssteun aan de kleine en middelgrote bedrijven, van de richtlijnen betreffende de staatssteun met een regionaal doeleinde en van de communautaire begeleiding m.b.t. bepaalde activiteitensectoren.

§ 2. Voor het kleine familiaal bedrijf wordt de premie berekend als volgt :

	In een ontwikkelingsgebied	Buiten een ontwikkelingsgebied
Basissteun	15 %	15 %
Belang van de activiteit	0 tot 6 %	—

§ 3. Voor het bedrijf dat 21 tot 50 personen tewerkstelt, alsook voor het bedrijf dat minder dan 21 personen tewerkstelt en dat niet als klein familiaal bedrijf beschouwd kan worden, wordt de premie berekend als volgt :

	In een ontwikkelingsgebied	Buiten een ontwikkelingsgebied
Basissteun	11 %	11 %
Scheppen van werkgelegenheid	0 tot 8 %	—
Belang van de activiteit	0 tot 2 %	—

De kracht van de maatstaaf "scheppen van werkgelegenheid" wordt bepaald overeenkomstig volgende tabel :

Scheppen van werkgelegenheid	% van de premie in een ontwikkelingsgebied	% van de premie buiten een ontwikkelingsgebied
Van 1 tot minder dan 2	1	0,5
Van 2 tot minder dan 4	2	1
Van 4 tot minder dan 7	3	1,5
Van 7 tot minder dan 10	4	2
Van 10 tot minder dan 15	5	2,5
Van 15 tot minder dan 20	6	3
Van 20 tot minder dan 25	7	3,5
25 en meer	8	4

Wat betreft het bedrijf dat zijn tewerkstelling vermindert, ongeacht zijn ligging, wordt een straf opgelegd die overeenstemt met de positieve coëfficiënt voorzien indien een gelijk aantal werkplaatsen geschapen wordt buiten een ontwikkelingsgebied.

De premie toegekend krachtens deze maatstaaf wordt berekend op een maximum van 20 miljoen frank investeringen per geschapen baan. Deze beperking is tevens toepasselijk indien het bedrijf zijn aantal arbeidsplaatsen vermindert t.o.v. de in artikel 11 bepaalde aanvankelijke tewerkstellingsgrootte.

§ 4. Voor het bedrijf dat 50 of meer personen tewerkstelt, alsook voor het bedrijf dat minstens 50 banen schept wordt de premie berekend als volgt :

	In een ontwikkelingsgebied	Buiten een ontwikkelingsgebied
Basissteun	10 %	7,5 %
Scheppen van Werkgelegenheid	0 tot 8 %	—
Belang van de activiteit	0 tot 3 %	—

Het buiten een ontwikkelingsgebied gelegen bedrijf dient zijn in artikel 11 bepaalde aanvankelijke tewerkstellingsgrootte gemiddeld te behouden tijdens de zestien trimesters die volgen op het einde van zijn investeringsprogramma.

In tegenovergestelde geval wordt de toegekende premie geschorst en onderworpen aan terugbetaling.

De Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar kunnen evenwel in uitzonderlijke en behoorlijk gemotiveerde gevallen, het recht op de toegekende premie ten voordele van het bedrijf behouden.

De kracht van de maatstaaf "scheppen van werkgelegenheid" wordt bepaald overeenkomstig volgende tabel :

(1) (2)	Van 3 tot 5	Van > dan 5 tot 10	Van > dan 10 tot 15	Van > dan 15 tot 20	Van > dan 20 tot 25	Van > dan 25 tot 30	Van > dan 30 tot 35	Meer dan 35
Van 5 tot < dan 10	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4
Van 10 tot < dan 15	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4,4,5	5
Van 15 tot < dan 20	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
Van 20 tot < dan 25	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5
Van 25 tot < dan 30	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Van 30 tot < dan 40	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6	6,5
Van 40 tot < dan 50	3,5	4	4,5	5	5,5	6	6,5	7
Meer dan 50	4	4,5	5	5,5	6	6,5	7	8

(1) Stijging van de tewerkstelling uitgedrukt in percentage van de aanvankelijke tewerkstellingsgrootte.

(2) Stijging in eenheden t.o.v. de aanvankelijke tewerkstellingsgrootte.

Wat betreft het in een ontwikkelingsgebied gelegen bedrijf dat zijn tewerkstelling vermindert, wordt een straf opgelegd die overeenstemt met de positieve coëfficiënt voorzien krachtens de tabel weergegeven in alinea 5.

De premie toegekend krachtens de maatstaaf "scheppen van werkgelegenheid" wordt berekend op een maximum van 20 miljoen frank investeringen per geschapen baan. Deze beperking is tevens toepasselijk indien het bedrijf zijn aantal arbeidsplaatsen vermindert t.o.v. de in artikel 11 bepaalde aanvankelijke tewerkstellingsgrootte.

Voor de oprichting van een bedrijf is de grootte van de premie toegekend wegens de maatstaaf "scheppen van werkgelegenheid" gelijk aan 8 % indien het bedrijf in een ontwikkelingsgebied gelegen is.

§ 5. De handeling die erin bestaat het juridisch statuut van een bestaand bedrijf te wijzigen, wordt niet beschouwd als een bedrijfsoprichting in de zin van § 4, 8ste lid. Hiermee worden met name bedoeld de fusies, de splitsingen, de overnames en oprichting van dochtermaatschappijen.

In dat geval, wat betreft de berekening van de stijging van de werkgelegenheid, wordt er geen rekening gehouden met de overplaatsing van personeelsleden van bedrijven die bestonden vóór de handeling tot oprichting van de nieuwe juridische entiteit.

Zo wordt er ook geen rekening gehouden met de personeelsleden die vroeger tewerkgesteld waren in een bedrijf dat minstens 25 % van het kapitaal bezit of een toezicht houdt op het bedrijf dat de premie aanvraagt alsook met de overgeplaatste personeelsleden van een bedrijf dat deel uit maakt van dezelfde groep.

§ 6. Voor het bedrijf dat ressorteert onder één van de sectoren opgenomen in de klassen 60.10 tot 62.30 van de NACE-code is de premie beperkt tot 7,5 % of 15 % indien het een middelgroot of een klein bedrijf betreft.

§ 7. Men dient te verstaan onder belang van de activiteit de kwalitatieve aspecten van het investeringsprogramma, onder meer beoordeeld volgens de volgende criteria :

1. de activiteitensector van het bedrijf, spitssector of als hoofdzakelijk voor het Waalse Gewest beschouwd;
2. de innoverende aard van het investeringsprogramma;
3. de inspanning van het bedrijf inzake Research and Development;
4. de inspanning van het bedrijf inzake technologische aanpassing;
5. het gebruik van zuivere technologieën.

De Minister bepaalt de beoordelingswijze van de dossiers i.v.m. dit criterium.

§ 8. Naargelang de kapitaalsterkte van het investeringsprogramma kan de Minister het bedrag van de aan het bedrijf toegekende premie geheel of ten dele begrenzen.

§ 9. Voor het in ontwikkelingsgebied gelegen bedrijf dat recht heeft op een steun van meer dan 7,5 % indien het een middelgroot bedrijf is of van meer dan 15 % indien het een klein bedrijf is, wordt de termijn voor het behoud van de in artikel 32.14, § 3 van de wet bedoelde investeringen op 5 jaar gebracht.

§ 10. De toekenning van de premie wordt belichaamd in een overeenkomst met het bedrijf of door een administratieve beslissing.

Art. 11. De aanvankelijke tewerkstellingsgrootte m.b.t. de maatstaaf "scheppen van werkgelegenheid" is gelijk aan de gemiddelde tewerkstelling van de vier kwartalen voorafgaand aan de machtiging tot het starten van het investeringsprogramma of aan de indiening van het dossier.

Indien het bedrijf evenwel meer personen in dienst moet nemen in het kader van een vorig dossier dat over dezelfde periode strekt, wordt er rekening gehouden met dat aantal banen als aanvankelijke tewerkstellingsgrootte.

HOOFDSTUK VI. — *Bijzondere regeling voor de sector van de opiniepers*

Art. 12. Het bedrijf van dagelijke of wekelijkse geschreven pers kan recht hebben op een premie gelijk aan 15 % van het bedrag van het toelaatbare investeringsprogramma.

Artikel 10, uitgezonderd § 10, en artikelen 11, 16, § 2, en 17 zijn niet van toepassing.

HOOFDSTUK VII. — *Vrijstelling van de onroerende voorheffing*

Art. 13. § 1. Het kleine familiaal bedrijf kan recht hebben op een vrijstelling van de onroerende voorheffing gedurende vijf jaar.

§ 2. Het bedrijf dat minder dan 21 personen tewerkstelt, en dat niet als klein familiaal bedrijf beschouwd wordt, alsook het bedrijf dat 21 tot 250 personen tewerkstelt, kunnen recht hebben op een vrijstelling van de onroerende voorheffing :

1. gedurende 3 jaar indien het bedrijf een investeringsprogramma uitvoert dat geen vermindering van de tewerkstelling als gevolg heeft;
2. gedurende 4 jaar indien het bedrijf een investeringsprogramma uitvoert dat een verhoging van de tewerkstelling met 10 à 20 % meebrengt;
3. gedurende 5 jaar indien het bedrijf een investeringsprogramma uitvoert dat gepaard gaat met zijn oprichting of indien het een verhoging van de tewerkstelling met meer dan 20 % meebrengt.

§ 3. De vrijstelling van de onroerende voorheffing wordt verleend voor zover de in artikel 5 bedoelde minimumdrempel van toelaatbare investeringen bereikt is.

§ 4. Wanneer de vrijstelling van de onroerende voorheffing verleend wordt aan een bedrijf gelegen buiten een ontwikkelingsgebied, wordt het bedrag van de premie beperkt tot 7 % of tot 14,5 % indien het een middelgroot of een klein bedrijf betreft.

§ 5. Wanneer de vrijstelling van de onroerende voorheffing verleend wordt aan een bedrijf gelegen in een ontwikkelingsgebied en ressorterend onder één van de sectoren opgenomen in klassen 60.10 tot 62.30 van de NACE-code, wordt het bedrag van de premie beperkt tot 7 % of tot 14,5 % indien het een middelgroot of een klein bedrijf betreft.

HOOFDSTUK VIII. — *Uitbetaling en toezicht*

Art. 14. De uitbetaling van de premie is afhankelijk van de aanvraag tot uitbetaling van het bedrijf waarin aangegeven wordt hoever de uitvoering van het investeringsprogramma gevorderd is en van de voorlegging van het bewijs dat de in artikel 7, § 1 bedoelde voorwaarden nageleefd werden.

Behalve behoorlijk gestaafde gevallen wordt het voordeel van de premie niet toegekend aan het bedrijf dat meer dan 50 personen tewerkstelt en dat minder dan 80 % van het toelaatbaar investeringsprogramma uitvoert binnen de termijn die het Gewest in overleg met het bedrijf voorzien heeft.

Art. 15. § 1. Wat betreft een toelaatbaar investeringsprogramma kleiner dan 5 miljoen frank of waarvan de uitvoering niet meer dan één jaar in beslag neemt, kan de uitbetaling van de premie slechts aangevraagd worden na de volledige uitvoering en betaling van het investeringsprogramma.

§ 2. Wat betreft een toelaatbaar investeringsprogramma van 5 tot 250 miljoen frank, kan het bedrijf de uitbetaling van de helft van de premie vragen ten vroegste één jaar na het begin van het investeringsprogramma en na uitvoering en betaling van 50 % ervan.

Het bedrijf kan de vereffening van het saldo van de premie enkel vragen na de volledige uitvoering en betaling van het investeringsprogramma.

§ 3. Behalve bijzondere overeengekomen bepalingen en wat betreft een toelaatbaar investeringsprogramma van meer dan 250 miljoen frank, kan het bedrijf de uitbetaling van de helft van de premie vragen na uitvoering en betaling van 35 % van het investeringsprogramma.

Het bedrijf kan de vereffening van het saldo van de premie enkel vragen na de volledige uitvoering en betaling van het investeringsprogramma en ten vroegste twee jaar na het begin van het desbetreffende programma.

Art. 16. § 1. Iedere premie-uitbetaling is onderworpen aan het toezicht van het bestuur op de uitvoering van het investeringsprogramma. Deze controle kan uitgevoerd worden hetzij op grond van de door het bedrijf overgemaakte documenten, hetzij ter plaatse.

§ 2. Het bestuur controleert de naleving van de krachtens artikel 10, §§ 2 of 3 bepaalde doelstelling inzake tewerkstelling.

De in artikel 10, § 3 bedoelde doelstelling inzake tewerkstelling of de doelstelling bedoeld in artikel 10, § 4, indien het een in een ontwikkelingsgebied gelegen bedrijf betreft, moet :

1. bereikt zijn tijdens een door het bedrijf vastgestelde referentiekwartaal ten vroegste de trimester die volgt op de indiening van zijn dossier en laatstens twee jaar na het einde van het investeringsprogramma,
2. gemiddeld behouden worden gedurende 16 trimesters, het referentiekwartaal inbegrepen.

Indien deze doelstelling niet bereikt is binnen de opgelegde termijn, wordt er overgegaan tot de volledige of gedeeltelijke intrekking van de overeenstemmende premie.

§ 3. Indien het bestuur na een controle vaststelt dat de financiering van het investeringsprogramma niet overeenstemt met artikel 7, § 2, schorst het de steun en doet overgaan tot zijn teruggave.

Art. 17. Na uitbetaling van de volledige premie doet het bedrijf aan het bestuur om de drie maanden de volledig ingevulde R.S.Z.-attesten of -aangiften toekomen van de zestien kwartalen die volgen op het einde van de uitvoering van het investeringsprogramma of op de datum waarop de beoogde tewerkstelling bereikt moet zijn.

Art. 18. Het bestuur kan overgaan tot een controle binnen het bedrijf zodra het de vergunning ontvangen heeft om het investeringsprogramma te starten en tot zijn verplichtingen jegens het Gewest volbracht zijn.

Art. 19. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 25 september 1972 houdende regelen omtrent de inlichting van de ondernemingsraden, ter uitvoering van artikel 37, lid 2 en 3, van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zal de bekendmaking van de beslissing of van de overeenkomst bepalen welke informatie aan de werknemers worden meegedeeld.

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 20. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikelen 32.2, 32.4 en 32.7 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, en bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 wordt opgeheven.

Art. 21. De dossiers die vóór de inkrachttreding van dit besluit ingediend werden of het onderwerp waren van een machtiging om het investeringsprogramma te starten en waarvan de geldigheidsduur niet verlopen is, blijven onderworpen aan voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992.

Art. 22. Bij wijze van overgangsmaatregel en gedurende een periode van 3 maanden te rekenen vanaf de inkrachttreding van dit besluit is artikel 8, § 2, toepasselijk op het dossier ingediend door een in een ontwikkelingsgebied gelegen bedrijf dat minder dan 50 personen tewerkstelt en waarvan het investeringsprogramma niet meer dan 50 miljoen frank bedraagt.

Art. 23. Dit besluit wordt van kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 24. De Minister bevoegd voor KMO's is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON



F. 99 — 1590

[C - 99/27433]

21 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.11 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment l'article 32.11, alinéa 3, inséré par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.11 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 26 octobre 1998;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donné le 21 mai 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifiée par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en date du 3 février 1999, en application de l'article 93, § 1 du Traité instituant la Communauté européenne, la Commission a arrêté une proposition de mesures utiles visant le présent régime, que cette proposition a été officiellement notifiée par la Commission en date du 9 mars 1999 et que cette proposition stipule, d'une part, que la Commission devra être informée dans un délai de 20 jours ouvrables des décisions prises pour intégrer les mesures utiles et, d'autre part, que le régime intégrant les mesures utiles devra entrer en vigueur pour le 1^{er} juin 1999;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.11 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique inséré par le décret du 25 juin 1992, est complété comme suit :

« — l'effectif d'emploi, le personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail inscrit à l'Office national de Sécurité sociale, calculé en équivalent temps plein, affecté à un siège d'exploitation en région wallonne;

— zone de développement, une des zones de développement définie en application de l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique ».